

La grève générale des dockers

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

N° 8. — 1^{er} Novembre 1929.

Hédomadaire

Prix : 0 fr. 50

Les socialistes devant le pouvoir

La première phase de la crise s'est déroulée. Le pouvoir vacant, par le jeu assoupli des équilibres de la démocratie, s'est présenté aux partis de gauche aux mains desquels il a paru glisser. Quel pouvoir ? En réalité, le gouvernement de gauche qui aurait pu recevoir de la bourgeoisie la délégation du pouvoir avait des possibilités très limitées.

Il ne s'agit plus de 1924 et de la montée démocratique des couches bourgeoises et petites-bourgeoises réunies, qui portaient à l'assaut de la politique conservatrice sans souplesse des plus puissantes et des plus lourdes formations capitalistes. Cette vague a été brisée et ses éléments réduits. L'économie et la politique de l'Union nationale ont si fortement englobé, drainé et entraîné les couches petites-bourgeoises, les partis de gauche ont si fortement subi la tutelle de la politique assurée du poincarisme que ces couches sociales sont sans vitalité indépendante ; elles flottent à la remorque et à la merci de la bourgeoisie ; les partis de gauche sont vidés de toute vie et de toute audace politique ; ils sont sans programme ni potentiel. Ce sont des partis entraînés dans l'orbite de la politique du grand capital à qui le pouvoir gouvernemental a été nominalement offert.

C'est dans ces conditions que « l'exercice partagé du pouvoir » a été proposé au parti socialiste ?

Pourquoi faire ? Surtout pour poursuivre le programme international de la bourgeoisie française dont l'impérialisme adopte actuellement la politique locarnienne de rapprochement et de négociation européenne. Sans doute, une fraction conservatrice — l'industrie lourde la plus attachée à ses intérêts nationaux, notamment l'industrie lourde de la guerre — poursuit la tradition chauvine. Mais les intérêts de la bourgeoisie française dans la conjoncture actuelle sont mieux servis par l'impérialisme locarnien. Pourquoi, alors, ne pas le laisser pratiquer par les partis de gauche qui se réclament idéologiquement du pacifisme, sous le contrôle, bien entendu, de la grande bourgeoisie dont les fustigations du « Temps » nous donnent le ton ?

En Allemagne, la politique impérialiste fut menée par le populiste Stresemann accolé à la social-démocratie ; la minorité nationaliste chauvine n'y peut rien : elle ne comprend pas les intérêts essentiels du capitalisme allemand. La venue au pouvoir des cartellistes en France aurait complété le triangle pacifiste-impérialiste, dont les social-démocrates d'Allemagne et d'Angleterre forment déjà deux coins. De plus, elle aurait eu pour la bourgeoisie française l'avantage de précipiter l'investissement et l'intégration à la « vie nationale » de couches petites-bourgeoises,

paysannes et ouvrières dont elle poursuit toujours le contrôle — ce que l'incident de la dernière récolte rend particulièrement désirable.

C'est dans ces conditions de contrôle strict que le pouvoir glissait en partage aux mains d'un parti socialiste domestiqué, champion de couches sociales politiquement et économiquement démantelées. Le plébiscite, par toutes les fractions des partis et des intérêts capitalistes, de Paul Boncour, représentant d'une décente politique nationale montre la bourgeoisie consciente du fait qu'elle pouvait déléguer le pouvoir gouvernemental. Entre les mains de Paul Boncour, elle le sentait en de bonnes mains.

La tentation du pouvoir a accéléré l'évolution du parti socialiste. Depuis longtemps, il servait dans les coulisses la politique de la grande bourgeoisie. Dans les commissions, à la présidence de la Chambre, dans les comités des scrutins de confiance, et dans tous les postes accessoires, il jouait utilement le rôle du petit personnel. Malgré les palinodies de ses déclarations antérieures, le vote du groupe parlementaire, la pénible majorité anti-participationniste (truquée, d'ailleurs) du Conseil national révélèrent qu'il est tout prêt à subir l'aspiration de la bourgeoisie. Son groupe parlementaire est tout à fait droitier et bourgeois. Son appareil est plus dépendant des couches de militants. Mais l'attraction du pouvoir bourgeois a aspiré en un jour tous ses députés et à travers eux toute la moitié du parti. Voilà dans quel sens le courant passe. Le parti socialiste est à l'ombre de la bourgeoisie.

Dans ces journées de tractations politiques, pas une fois la voix de la classe ouvrière, menacée dans ses salaires et dans ses libertés, ne s'est élevée dans le parti socialiste contre la classe dominante. Les dissensions intimes que la virginité du parti socialiste oppose aux tentations du pouvoir, ne le différencient pas de ses voisins historiques d'Allemagne et d'Angleterre. Si, dans son appétit goulu d'un pouvoir qui se présente si mal, ses chefs désarmés freinent en truquant les votes des comités, c'est qu'ils craignent de voir immédiatement se disloquer leur instrument politique. Ils savent que les ouvriers qui les suivent, si leurrés soient-ils, n'admettraient tout de même pas un passage si complet — et qu'aucune crise ne masque — avec armes et bagages, sur le plan de la domination bourgeoise. Le naïf Longuet confesse la crainte que lui inspire la critique révolutionnaire.

Le premier jour de la crise, l'« Humanité » avait déclaré que la grande bourgeoisie, menacée par la radicalisation des masses, avait un besoin impérieux de la formation cartelliste. Non, cette combinaison contrôlée naissait de sa souplesse à assurer sa domination et à servir, avec le

moins de heurts possible, ses fins. La bourgeoisie préfère naturellement faire l'économie de sa délégation de pouvoir.

L'« Humanité », lorsqu'il apparut probable que la combinaison ne serait pas possible, dut battre en retraite et affirmer sous la plume de Ferrat, que la bourgeoisie n'avait pas encore eu le temps de faire dans ses propres rangs le travail nécessaire pour préparer ce ministère. Ce simplisme et ces contradictions n'ont pour effet que d'aveugler le mouvement ouvrier.

L'affaiblissement de la puissance et de la critique prolétarienne n'a déjà été que trop marqué dans cette crise. Il a permis à la bourgeoisie d'envisager sans trop de crainte un ministère nominalement démocratique, assurée qu'elle était de n'avoir pas de danger à sa gauche : un fort mouvement prolétarien aurait sans cesse poussé l'épée dans les reins d'un ministère démocratique. Il a permis au parti socialiste de se perdre sans fard dans ses discussions politiciennes sur le plan de « l'exercice partagé », partagé avec la grande bourgeoisie (on sait la part réservée aux ouvriers dans de tels partages). Et cela dans le temps où la classe ouvrière est livrée aux rigueurs de la rationalisation, où elle est menacée dans ses organisations de défense et de combat, où les menaces contre ses salaires et son niveau de vie s'accroissent. Répétons dans la vacance ministérielle ce que nous disions contre la répression : les ouvriers et les militants de l'opposition doivent travailler à recréer un mouvement lié solidement aux intérêts et à la vie de la classe ouvrière, capable de jouer un rôle cohérent et décisif dans les crises de la bourgeoisie.

F. GERARD.

En 2^e page :

Une grève générale chez les dockers.

En 3^e page :

L'opposition de droite allemande tient son congrès.

En 4^e page :

Comment la contre-révolution autrichienne prépare sa dictature.

En 5^e page :

Le Dispensaire de Clichy.

En 6^e page :

Syndicalisme et communisme

par L. Trotsky.

La semaine

Une grève générale chez les dockers.

On sait que dans le but de soutenir les dockers de Nantes en lutte depuis près de trois mois pour arracher le salaire horaire de cinq francs et aussi pour briser la résistance des patrons qui refusent d'engager des pourparlers, la Fédération unitaire des Ports et Docks lança le mot d'ordre de la grève générale de 24 heures, pour le 26 octobre.

Il n'est pas sans intérêt de souligner que l'Humanité, contrairement à son devoir le plus élémentaire, n'a mis que très insuffisamment en valeur, l'intérêt qu'avait pour le mouvement ouvrier la bataille des dockers. La direction confédérale, elle aussi, n'a pas soutenu comme il convenait un mouvement qui rompt heureusement la série d'échecs accumulés depuis longtemps déjà avec, notamment, les grèves textiles du Nord et celle des mineurs de la Loire.

Et pourtant la grève générale des dockers a été un gros succès. Ce n'est pas 15.000 grévistes qu'il faut compter, comme le dit l'Humanité, mais 35.000, c'est-à-dire les quatre cinquièmes de la corporation. Aussi bien à Dunkerque qu'à Rouen, aussi bien à Bordeaux que dans les autres ports l'arrêt du travail a été général ; même à Marseille où le syndicat unitaire est loin de grouper la totalité des dockers, nos camarades ont réussi à entraîner dans la lutte les 1.500 dockers de la « Transatlantique », « habituellement rebelles aux mots d'ordre du syndicat. Non seulement le syndicat autonome de Brest s'est solidarisé avec les grévistes de Nantes, mais aussi le millier de dockers confédérés de Bordeaux a fait la grève de 24 heures.

Mais alors, pourquoi donc l'Humanité et la direction confédérale ordinairement si empressées d'enfler démesurément la moindre lutte, dans le but de prouver la « radicalisation des masses », pourquoi ont-elles observé en la circonstance une discrétion qui ne leur est pas habituelle ? La raison en est bien simple. La Fédération des Ports et Docks est minoritaire dans la C.G.T.U. et c'est là son crime. On l'accusait de tous les péchés ; ses dirigeants, Engler et Bour, étaient pour le moins traités de réformistes et de contre-révolutionnaires. Ils s'étaient dressés contre la politique d'aventures appliquée par la clique dirigeante du Parti dans la C.G.T.U. On leur avait même suscité des difficultés à la direction fédérale des Ports et Docks ; il y a quelques semaines, à Nantes, au cours de la grève, en plein conflit, on avait interprété tendancieusement une lettre envoyée par Engler aux autorités de Nantes, bref on était à l'affût. Il fallait à tout-prix trouver la preuve que les minoritaires de la C.G.T.U., en l'occurrence la Fédération des dockers, n'étaient que de pâles réformistes, capables seulement de se traîner dans les antichambres ministérielles et patronales.

Et justement voilà que ces diables de dockers décidèrent de recourir à une grève générale de solidarité qui, bien préparée, est un remarquable succès. On comprend donc les raisons de l'attitude de la direction confédérale. La grève générale des dockers est non seulement, et en premier lieu, un échec pour le patronat des ports, mais pour ceux qui ont couvert de boue les dockers minoritaires, c'est-à-dire les chefs de la C.G.T.U., c'est aussi une bonne et rude leçon. — G.

Chiffres électoraux.

Par 4.900 voix Marty est élu conseiller municipal du quartier de la Gare. Il remplace Colly qui avait été élu par 5.500 voix. Nous l'avions dit : il faut tenir compte du crédit personnel de Colly, vieil édile demeuré dans la tradition. La défaite du socialiste a été écrasante. L'élection marque que le jour n'est pas encore venu où les travailleurs parisiens témoigneront de leur désaffection envers l'idée communiste, ni le jour où ils s'abandonneront aux partis d'illusions ou d'abdications. Mais que dire de

l'Humanité qui lit dans ces chiffres « une manifestation de l'essor révolutionnaire du prolétariat ».

Était-elle donc si consciente des fruits que porte son inconséquente action qu'elle s'attendait à constater déjà des ravages importants dans la masse des électeurs communistes ? Ce qui est déjà suffisamment grave, c'est la baisse de qualité de l'influence révolutionnaire dans les masses. Les racines du parti se sont desséchées. La conscience, l'activité, la combativité, l'initiative des masses ne sont plus animées par l'influence révolutionnaire communiste. Le morne régime des cellules et les discours gratuits des sommets ont vidé du meilleur de son sang le mouvement ouvrier. L'adhésion d'un moment, la mise dans l'urne d'un bulletin, n'ont jamais été pour un révolutionnaire la mesure suffisante de son activité ni de son emprise.

Cette confiance que le communisme retrouve à l'heure des scrutins, s'il ne la recouvre pas, s'il ne la mérite pas à nouveau, s'il ne la ranime pas, elle est à la merci des événements. Dimanche on votait à Firminy pour remplacer au conseil d'arrondissement un élu exclu du parti communiste.

L'Humanité annonçait, le jour même, l'élection de Frachon, ancien militant de Firminy et emprisonné à la Santé. Frachon n'obtient que 760 voix contre 2.500 au candidat socialiste qui devient l'élu du centre minier.

Elections tchécoslovaques.

Le péril que le régime et la politique des sections de l'I.C. font courir à l'influence révolutionnaire dans les masses se mesure déjà funestement dans les élections tchéco-slovaques.

La Tchéco-Slovaquie possède un mouvement ouvrier puissant et organisé. Il y existe une centrale syndicale rouge affiliée à l'I.S.R. Aux élections générales de Dimanche, les communistes n'ont recueilli que 752.000 voix contre 942.000 en 1925. Les sociaux démocrates tchèques et allemands passent de 1.042.000 voix à 1.483.000 voix. La perte communiste est surtout sensible à Prague.

Sans doute ce n'est pas facilement que les travailleurs renonceraient à se tourner vers l'idéologie et l'organisation révolutionnaires qui représentent leurs intérêts de classe. Mais les déceptions, la lassitude, les défaillances qu'engendrent les partis officiels dissocient et désarment les ouvriers selon un rythme fatal auquel doivent s'opposer les efforts des militants de l'opposition.

Autour de la crise.

Paul Boncour à la présidence, c'eût été un commencement de prise du pouvoir.

Jules UHRY.

Notre parti est un parti de lutte de classes. Nous voulons prendre le pouvoir pour réaliser la révolution sociale.

DOLÉY (Meurthe-et-Moselle).

Ayant toujours condamné la participation ministérielle, Salengro continue à penser ainsi, mais si cette fois il conclut autrement, c'est parce qu'il veut être un homme pratique.

LE POPULAIRE.

Il faut donc envoyer nos hommes au gouvernement pour y livrer une bataille de classe, je ne rougis pas du mot.

SALENGRO.

M. Daladier reçut enfin MM. Coponat, Malvy et Jouhaux, secrétaire de la C.G.T.

M. Jouhaux déclara :

— M. Daladier m'a fait appeler pour me parler des grandes questions sociales qui se posent ici comme à Genève ; je dois dire que nous nous trouvons parfaitement d'accord.

LE MATIN.

Si ce gouvernement est renversé, vous aurez défilé la grande combinaison socialiste.

Paul FAURE.

Les socialistes refusent.

Daladier s'en passe.

Manchette de l'HUMANITE du 30 octobre.

Le journal du parti s'est trompé une fois de plus, — mais non par hasard.

Journaux et revues

La 2^e Internationale prend ses responsabilités.

Un jeune militant de la 2^e Internationale, l'Italien De Rosa, décidé à faire un geste contre l'oppression fasciste, frappe à la tête et tire à Bruxelles sur le prince héritier de la couronne d'Italie. Voici comment son camarade Wauters, directeur du *Peuple*, organe du B. O. P. s'exprime sur son compte :

L'attentat auquel vient d'échapper fort heureusement le prince Umberto, est encore plus stupide que tous les faits pareils que l'histoire a enregistrés jusqu'à présent. Car si les mobiles qui ont fait agir De Rosa sont la haine du fascisme, on peut se demander comment l'auteur de l'attentat peut rendre compte des actes de Mussolini un jeune homme sans responsabilité, à l'occasion de ses fiançailles.

Nous avons toujours condamné les méthodes terroristes. Pour nous, elles ne peuvent qu'entraîner les travailleurs dans les aventures meurtrières machinées le plus souvent par des agents provocateurs et dont les innocents paient généralement les frais. De même dans le cas qui nous occupe, il faudrait dans l'intérêt de tous que l'on précise certains détails.

La platitudes de Wauters devant la famille royale, son appréciation du rôle des monarchies, la larme que lui tire de l'œil l'idylle princière, la trouille que lui inspire l'acte et sa hâte à s'en dégager ne sont pas pour nous étonner. Pas même la canaillerie finale : la lâcheté inspire de pareilles sources.

Correspondance

Un camarade de Bordeaux nous écrit :

Il n'y a pas longtemps de cela, j'étais à cent lieues de supposer qu'aujourd'hui même je serais dans l'obligation morale de vous adresser cette lettre. Mais les événements partent et se précipitent et malgré qu'il y ait entre nous quelques divergences dans le détail de nos communes idées politiques, je suis obligé de reconnaître qu'il est nécessaire d'aller vers le communisme honnête que vous êtes, ayant des doutes sur la bonne foi de certains officiels du parti ainsi que sur la justesse de certains de leurs directives.

La lecture de l'article de Panait Istrati m'a profondément troublé au premier abord. Le journal l'Humanité, que je suis pourtant obligé de soutenir, a beau dire et beau faire, les faits sont trop précis pour ne pas être vrais. J'avais lu d'abord dans Monde et les Nouvelles Littéraires le prélude de ses impressions. De cette affaire, j'en déduis que, contrairement à ce que dit l'Humanité, Istrati est encore, je crois, un bon révolutionnaire, mais une sorte d'anarchiste. La condamnation définitive de ses amis l'a complètement déçu. En a-t-il été ébranlé jusque dans sa foi ? On le dirait presque par le ton qu'il emploie et la répétition des erreurs de Lénine, sur le conflit sino-russe.

Et l'affaire du conseiller d'ambassade Bessedovsky ? Est-ce un essor ? Ou un socialiste révolutionnaire ? De toute façon, c'est un individu méprisé, car le fait de s'adresser à la police bourgeoise, puis de banqueter avec les prés réactionnaires et Kérensky dénote que sa conscience socialiste-révolutionnaire n'est pas très ferme. Ces deux affaires viennent naturellement de porter à l'U.R.S.S. un sérieux coup. La presse bourgeoise ne manque pas d'en profiter pour tenter d'achever le parti communiste et de ramener adhérents et électeurs vers le parti S.F.I.O. Cette presse essaie aussi de discréditer l'U.R.S.S. auprès des masses, prélude d'une tentative de renvoi d'ambassadeur, peut-être.

De ceci, il résulte que, malheureusement il est à craindre que beaucoup de camarades ne passent aux S.F.I.O. avec armes et bagages. Pour moi, je ne veux pas être de ceux qui, comme disait Romain Rolland, à l'imitation de rats peureux, quittent le vaisseau désemparé au lieu d'essayer de le sauver. Je ne quitterai pas le parti ; il est susceptible de redressement ; il suffit pour cela d'en avoir la volonté.

L'opposition de droite allemande tient son congrès

Berlin, octobre 1929

L'opposition de droite en Allemagne (groupe Brandler) a tenu le 20 octobre, sa deuxième conférence nationale à Weimar. D'après le compte-rendu d'organisation, le groupe a aggloméré pendant une année de travail, 5.112 membres répartis en 169 groupes régionaux. Le nombre de lecteurs de leurs 8 journaux hebdomadaires paraissant dans toute l'Allemagne est de 25.000.

Mis sur pied malgré et contre l'appareil du parti toujours puissant c'est toujours un succès quant aux chiffres. Les appréciations politiques de la conférence nationale rendent l'impossibilité de réaliser la quadrature du cercle — l'utopie de montrer à une partie de l'armée prolétarienne internationale la voie concrète de la victoire, tout en ayant une base théorique nationale tout à fait restreinte.

Est-ce par une réaction contre l'internationalisme hypertrophié de l'I.C. que les premiers compte-rendus et articles de la conférence nationale annoncent triomphalement (Gegen den Strom n° 43 du 26 oct. 1929) que le véritable léninisme ne vient d'être découvert qu'à Weimar, avec cette « trouvaille » que Lénine a indiqué à tous les communistes le devoir de prendre en considération les « particularités concrètes » de chaque pays ? Ou bien ne faut-il pas attribuer un importance plus grande au fait qu'on a passé sous silence la nécessité, pour Lénine et son école, de prendre pour base le point de vue international sans négliger les « particularités concrètes » de chaque pays.

Quelle peut être la base internationale de la plate-forme de l'opposition de droite (qui sera publiée dans le prochain numéro de « Gegen den Strom », et que nous examinerons alors de plus près). Thalheimer, le théoricien du groupe Brandler, dit dans son compte-rendu que le programme général de l'I.C. est le point de départ de la plate-forme nationale. Mais Thalheimer et ses amis ont désapprouvé les parties essentielles de ce programme. Peut-on donc déduire une plate-forme nationale juste d'un programme international faux ?

Thalheimer lui-même n'y arriverait pas, lui qui cependant s'est déjà beaucoup permis comme théoricien.

Mais quelles sont alors les autres bases de la plate-forme qui fut l'axe central de la conférence de Weimar ? Thalheimer nous le dit :

« La plate-forme est le résultat non seulement de cette année de notre travail, mais de 4-6 ans de travail et de lutte de notre tendance, de 10 ans d'expérience révolutionnaire sur le terrain allemand et international. La discussion de la plate-forme fut aussi vivante que riche de contenu. Elle témoigne du grand intérêt théorique et de la maturité de notre mouvement. »

« Le résultat de 10 ans d'expérience révolutionnaire sur le terrain allemand et international », vu d'un œil critique, cela signifie ceci :

Sur le « terrain allemand » il y eut l'action de mars 1921, le « résultat » en furent les thèses de Thalheimer-Bela Kun sur la théorie de l'offensive. C'est surtout grâce aux cam. Lénine et Trotsky que ces thèses n'ont pas pu voir la lumière du 3e congrès mondial. Si ce « résultat » avait été accepté il aurait anéanti l'I.C. sous ses décombres. Sur le « terrain allemand » il y eut aussi l'année 1923. Brandler et Thalheimer étaient alors les chefs du P.C. allemand. «Pouvons-nous supposer que l'enseignement que nous a donné l'attitude du parti dans une situation révolutionnaire aiguë, trouve son « résultat » dans la plate-forme ? Thalheimer annonce depuis des années la parution d'une brochure sur les enseignements de l'année 1923. La conférence nationale demanda aussi une attitude concrète envers 1923, car nous lisons dans le compte-rendu : « Ruhna (Hamburg) prend en détail position envers les exposés présentés, et cite surtout

la proposition d'édition de la brochure sur 1923. »

La direction du groupe Brandler croit-elle vraiment qu'elle pourra éternellement esquiver la question de l'attitude politique de ses chefs dans une situation révolutionnaire, question tellement décisive pour des ouvriers révolutionnaires ? Rééciter toujours le même chapelet sur la « légende trotskyste ultra-gauchiste en 1923 » ne peut pas faire oublier le fait qu'on évite de prendre une attitude concrète.

Pour ce qui est du « résultat » des leçons de la révolution russe, nous pouvons déjà en deviner une partie en lisant un article de la rédaction dans « Gegen den Strom » (n° 42 du 19 oct. 1929) ayant pour titre « Questions russes. » Dans cet article nous obtenons, au lieu d'une attitude concrète envers les questions qui y sont soulevées, la « réponse » suivante, qui est un exemple classique de la manière diplomatique d'élever une question :

« Si on veut donner une réponse concrète à ces questions pratiques, il faut être en possession de dates exactes. Les cam. russes possèdent ces dates. Nous ne les avons pas. C'est pourquoi nous ne pouvons pas dire d'une façon concluante si c'est Staline ou Boukharine qui a raison dans ces questions pratiques décisives... »

« En ce qui concerne les discussions théoriques avec Boukharine, nous indiquons d'ailleurs la critique émanant du camp Stalinien lui-même. Deux jeunes partisans de Staline, Sten et Chalskine, ont critiqué d'une manière extrêmement énergique les méthodes de lutte employées contre la droite en Russie... »

Hélas, deux esprits habitent le même corps, l'un ne veut pas encore rompre tout à fait les ponts qui mènent vers Staline, l'autre a un élan enthousiaste pour la fraction de droite en U.R.S.S. — les « politiciens réalistes. » A tel point que Brandler, Thalheimer, Frohlich, Walcher, Sievert, Botcher, Beck et la « sympathisante » Clara Zetkin, ont déjà tout à fait concrètement pris position envers la question russe, et ce fut à un moment où Staline faisait disparaître tout le matériel de l'opposition russe de gauche pour que le parti n'en connaisse rien. Ils ont tous voté et approuvé à l'époque l'exclusion de Trotsky et de l'opposition russe et n'avaient aucun scrupule à agir ainsi, n'invoquant pas alors le « manque de dates concrètes ».

Sans doute les « dates concrètes » contenues dans la brochure de Clara Zetkin, suffisaient-elles pour approuver la « nécessité politique » d'expulser Trotsky de l'Union soviétique

« Nous continuerons comme dans le passé à prendre position objectivement envers des questions au P.C. de l'U.S. et non pas à un point de vue fractionnel. »

Ainsi est conçue la dernière phrase de l'avant-dernier alinéa de l'article qui vient d'être cité.

La preuve en est donnée dans le dernier alinéa, dans lequel « comme dans le passé » on prend position d'une façon subjective et contraire à la vérité :

« ... L'anéantissement du trotskisme en Russie a déterminé Trotsky et ses quelques fidèles à capituler devant Staline, bien que cela soit fait provisoirement, sous certaines réserves. Ainsi le trotskisme qui lutta principalement dans le bloc sans principes avec Zinoviev, se termina par une capitulation sans principes devant Staline. »

Après ces travaux préliminaires, la plate-forme nationale fut acceptée comme base à la conférence et présentée à la discussion. Dans le prochain numéro de la « Vérité » nous examinerons de plus près cette plate-forme à double fond. Nous n'aurons pas de peine à apporter aux éléments révolutionnaires du groupe Brandler la preuve que Thalheimer, le théoricien de la défensive pure en 1929, est l'antipode du Thalheimer, théoricien de l'offensive pure en 1921. — F. St.

Voix de Chine sur le conflit sino-russe

Le camarade Trotsky a reçu le 22 octobre dernier, une lettre d'un communiste oppositional chinois, dont voici la dernière partie :

Quelle est votre position dans la question du chemin de fer de l'Est chinois ? Ici [en Chine], trois mots d'ordre ont été lancés, un pour chaque tendance communiste :

I. Le nôtre (c'est à-dire celui de l'opposition communiste de gauche) : Contre l'usurpation du chemin de fer de l'Est chinois par le Kuomintang ! Défense de l'U.R.S.S. dans l'intérêt de la révolution mondiale.

II. Celui du Comité Central du Parti communiste chinois : Contre l'intervention ! Pour la défense de l'U.R.S.S. !

III. Celui de la tendance Tchen Dou Siu (1) : Contre la politique traitresse du Kuomintang.

Une lettre d'un de nos camarades de Moscou nous informe que « on dit » que vous vous êtes déclaré partisan de rendre le chemin de fer à la Chine. Cela me paraît absolument incroyable. Ne pourriez-vous pas écrire sur cette question ?

Ces quelques lignes sont des arguments de poids dans la discussion sur le conflit sino-russe. En Chine, comme nous le voyons par cette lettre, aucune tendance communiste n'accepte de soutenir le mot d'ordre de renforcer la contre-révolution chinoise sur le dos de la République soviétique.

La presse de Moscou, comme celle de l'Internationale Communiste, essaie de faire passer le point de vue des korschistes, d'Urbanas et autres, comme étant celui de l'opposition de gauche. C'est ainsi que s'explique la lettre de Moscou à Shanghai, où il est noté que « on dit » que le camarade Trotsky est partisan de rendre le chemin de fer aux généraux du Kuomintang. Aussi, est-il bien significatif de voir qu'un camarade chinois, séparé de Trotsky par des milliers et des milliers de kilomètres (sa lettre a mis 42 jours pour parvenir à destination) et malgré les informations catégoriques de Moscou, déclare : « Cela me paraît absolument incroyable. »

Dans les circonstances les plus difficiles, les oppositionalistes déjouent les ruses staliniennes et savent se garder des erreurs d'ultra-gauche.

(1) Le groupe Tchen Dou Siu, dont l'Internationale Communiste a fait le bouc-émissaire de la politique de Staline-Boukharine-Marynov, a évolué d'une manière notable vers la gauche, sous l'influence des leçons de la révolution chinoise.

L'attentat de Bruxelles

DISCOURS DE MUSSOLINI

Le 14 mars 1912, un maçon romain décharge un revolver sur Victor Savoia. On espérait ne pas voir les Bourses du Travail, bannières enroulées, les municipalités socialistes expédier des télégrammes de condoléances ou de félicitations, toute une Italie démocratique et subversive se prosterner à un moment donné devant le trône. Il est difficile de séparer la question politique de la question d'humanité, ardu de séparer l'homme du roi. Pour éviter de fonctions équivoques, un seul devoir s'imposait aux socialistes après l'attentat du 14 mars : se taire. Considérer le fait comme un aléa du métier royal.

Pourquoi s'émeouvoir et pleurer pour le roi, seulement pour le roi ? Pourquoi cette sensibilité hystérique, exclusive, quand il s'agit de têtes couronnées ? Le roi ?... Qu'est-ce ?... C'est le citoyen inutile par définition... Pour les socialistes, un attentat n'est qu'un fait de chronique ou d'histoire, suivant le cas.

Congrès Socialiste de Reggio-Emilia (1912).

LA VERITE

paraît tous les vendredis

Comment la contre-révolution autrichienne prépare la dictature

Vienne, octobre 1929.

Le ministère Schober-Vaugoin a maintenant quatre semaines d'existence. La social-démocratie l'a salué à sa formation comme un « gouvernement contre le coup d'Etat. » En réalité ce gouvernement est arrivé au pouvoir, non pas d'une façon « parlementaire-démocratique », mais sous les roulements de tambours des Heimwehren.

Quelques jours auparavant, le cabinet de transition Steeruwitz s'était fait confirmer la confiance des corporations chrétiennes sociales. Mais le « 29 septembre » projetait son ombre : les Heimwehren avaient annoncé que si la prise du pouvoir ne se faisait pas d'une façon parlementaire, par les « éléments protégeant l'Etat », le 29 septembre serait le début de la marche sur Vienne.

Le prolétariat autrichien, dans les deux dernières semaines de septembre, se trouvait devant l'alternative suivante :

Empêcher par une action de masse la création d'un régime contre-révolutionnaire, ou

Se piller sans lutte sous le joug d'une dictature.

Sous l'influence de la social-démocratie, palalysé par ses propres illusions, le prolétariat ne put pas manifester sa force de classe. La vague montante de l'action de masse qui, après le dimanche sanglant de St-Lorenzen, poussa la classe ouvrière vers de grands succès, ne se développa pas, ne put pas se développer, car la force organisatrice, révolutionnaire : un parti communiste, faisait défaut.

Sans se heurter à une résistance de masse, le régime Schober, s'instaura, avec l'aide des Heimwehren.

Voilà le sol-disant « sens profond » du 29 septembre. Les chefs de la social-démocratie l'ont très bien compris ; mais ils usèrent de toute leur influence pour « prouver » aux masses que rien n'était changé, qu'aucune décision n'avait été prise, qu'il fallait attendre...

La direction du parti communiste a-t-elle du moins compris que la contre-révolution ayant pris le pouvoir, un nouveau chapitre décisif allait commencer dans le processus de la lutte de classes ? Elle ne l'a pas compris, et ce qui est pire, elle ne comprend moins encore de jour en jour, elle ne reconnaît pas que le prolétariat vient de subir une lourde défaite, elle voit la décision dans l'avenir, tandis qu'une décision partielle a déjà eu lieu.

Richard Schuller, le théoricien du comité central du Parti communiste autrichien écrit :

« La crise a pris en Autriche des formes telles que les classes armées se font face et que la lutte de classes a déjà pris les formes d'une guerre civile. L'obstacle principal que rencontre une dictature fasciste réside dans le fait que la classe ouvrière est largement armée et que les masses ouvrières sont fermement décidées à user de ces armes contre le fascisme et contre l'établissement d'une dictature fasciste (*Imprekorr* n° 97, p. 2314).

Malheureusement la réalité des faits se présente d'une façon un peu différente. Les classes armées ne se font pas face, mais la bourgeoisie, mobilisant ses dernières réserves et puissamment armée fait face au prolétariat désarmé. La « guerre civile » n'a pas lieu en Autriche, mais seulement dans l'imagination des Schuller, Koplenig, etc. Et tandis que des « théoriciens » comme Schuller font le compte des « garanties » qui empêchent l'établissement d'une dictature fasciste (!) par exemple, « le prolétariat largement armé » la « ferme volonté des masses ouvrières... de faire usage de ces armes » — l'aile contre-révolutionnaire de la bourgeoisie, le groupe Schober-Vaugoin s'est en réalité installé à l'aide de la Heimwehr, sans rencontrer de résistance

réelle de la part du prolétariat. Celui qui ne voit pas cela, celui qui confond hier avec demain, s'empêtre inextricablement dans l'aventurisme.

La contre-révolution victorieuse a immédiatement prouvé par ses premiers gestes que ce n'est pas un simple changement de gouvernement qui a eu lieu en Autriche, mais qu'un régime a été établi qui s'appuie par principe sur le pouvoir (non légalement reconnu) des Heimwehren et met au rancart tout le système de la démocratie bourgeoise.

Le projet de constitution de la contre-révolution n'est pas une « provocation », mais l'expression brutale de la force de la bourgeoisie après sa victoire sans lutte.

Selon le projet du gouvernement Schober, l'Autriche doit se transformer en République bourgeoise-démocratique en République Pilsudsky. La nouvelle constitution dit ironiquement à la classe ouvrière : « Tu ne l'es pas défendue lorsque nous nous apprêtons à te mettre la main à la gorge. Ne pas se défendre dans la lutte de classes équivaut à être battu. Tu es battue et maintenant soumets-toi au joug. »

Selon la nouvelle constitution, l'Autriche doit réaliser l'idéal réactionnaire de l'Etat policier de Metternich jusqu'à 1848. La police doit avoir le droit elle-même de promulguer des lois d'exception. En dehors de ces changements, l'instauration d'un régime d'exception, le droit de prendre des mesures absolutistes conféré au président d'Etat, et surtout son droit de dissoudre le Parlement, sont la base constitutionnelle de la dictature contre-révolutionnaire. La destruction de l'influence de la classe ouvrière sur l'administration de la ville de Vienne signifie que Vienne, selon le projet en discussion, sera immédiatement rattachée à l'Etat, qu'elle n'aura plus de gouvernement régional à elle, mais qu'elle sera gouvernée directement par le gouvernement d'Etat.

Ainsi le projet de constitution représente, en beaucoup de points essentiels, un ajustement aux conditions de la monarchie, et même le pouvoir dont disposait l'empereur serait, à bien des égards, dépassé par celui conféré au président d'Etat.

La social-démocratie autrichienne qui a si longtemps fait le jeu de la contre-révolution, qui l'a aidée à prendre le pouvoir, avec l'illusion petite-bourgeoise bien caractéristique que la contre-révolution serait touchée par tant de « fidélité et de zèle » éprouve maintenant de cruelles déceptions.

La réalisation du projet de nouvelle constitution ne signifiera pas seulement l'établissement légal de la contre-révolution, la suppression de tous les droits accordés à la classe ouvrière, mais aussi la dégradation de la social-démocratie devenue un jouet impuissant entre les mains du gouvernement.

Ce projet de constitution sera-t-il ratifié ? Légalement, une majorité des deux tiers est nécessaire, c'est-à-dire que les voix du parti socialiste sont nécessaires. La social-démocratie acceptera-t-elle délibérément le joug de la dictature absolutiste contre-révolutionnaire ?

Pour autant que cela dépend de ses chefs, elle le fera sans de longues hésitations.

Mais les masses de la classe ouvrière le permettront-elles ? Ne s'en défendront-elles pas malgré tout, maintenant, tardivement, presque trop tardivement ? Leur agitation ne rendra-t-elle pas impossible aux chefs du parti d'accepter la constitution de dictature ?

Toutefois si, par crainte des masses, les chefs socialistes ne donnaient pas leurs voix au projet de constitution, le régime de la contre-révolution l'imposera au moyen d'un coup d'Etat.

Voilà ce que la bourgeoisie annonce ouvertement ; la social-démocratie le sait et les masses ouvrières le savent aussi.

La constitution de la contre-révolution ne

peut être empêchée que par une victoire décisive de la classe ouvrière, que par une bataille de classes ouverte, dans laquelle le régime contre-révolutionnaire lui-même serait renversé.

Un coup d'Etat de la part du gouvernement risquerait de devenir le signal d'alarme pour la classe ouvrière, une insurrection désespérée, un soulèvement de masse sans direction. Et cela aussi, la social-démocratie le sait très bien. Otto Bauer a exprimé cette « crainte » au congrès du parti, par les paroles suivantes :

« Si les hommes du gouvernement détruisent eux-mêmes, dans un pays, la légalité, alors celle-ci n'existe plus. Et si, dans un pays, il n'existe plus de légalité, alors ce pays se trouve en état de révolution. »

Aussi la social-démocratie déploiera-t-elle toute sa force pour « épargner le coup d'Etat » à la bourgeoisie, pour que le pays ne soit pas mis en « état de révolution ». Elle essaiera de marchander, d'obtenir quelques menues concessions du gouvernement, pour pouvoir montrer au moins un minuscule fragment de « victoire » aux ouvriers. Elle dira à la classe ouvrière, et ce sera alors qu'elle fera peser le poids de son action : « Il vaut mieux tolérer Schober jusqu'aux prochaines élections que de jeter le pays dans la guerre civile.

« Aux prochaines élections nous liquiderons Schober et nous obtiendrons la majorité. »

Les masses ouvrières sauront-elles se défendre efficacement contre la social-démocratie et la contre-révolution ?

La situation actuelle est incomparablement plus difficile que celle existant avant le 29 septembre, avant le changement de régime. Les masses ouvrières n'ont pas alors engagé la lutte. Le feront-elles maintenant ? L'influence déjà médiocre du parti communiste diminue de jour en jour. Ce n'est donc pas sous la direction de celui-ci que la lutte s'effectuera. L'opposition est trop faible — surtout à Vienne — pour avoir une influence décisive sur les événements. Et les luttes de défense spontanées, isolées, sont presque toujours des défaites.

Nous allons, en Autriche, vers des luttes très difficiles. Pourtant, si la contre-révolution, établit légalement son pouvoir sans rencontrer de résistance décisive, elle sera cependant encore loin de pouvoir stabiliser ce pouvoir.

Une constitution policière absolutiste ne pourra ni faire disparaître ni résoudre la profonde crise sociale. Sous la domination du sabre policier les contradictions de classes continueront à s'accroître, les processus qui ont lieu dans les masses ne s'arrêteront pas.

Ce qu'il faut maintenant, pour mener à la bataille les masses mécontentes, pour gagner leur confiance, c'est une large lutte systématique pour l'amélioration du niveau de vie des ouvriers, pour des secours suffisants aux chômeurs et pour une grande réforme agraire en faveur des petits paysans. Beaucoup — sinon tout — dépendra de la capacité de l'opposition à imposer au parti une politique bolcheviste. — J. G.

VIENT DE PARAITRE

N° 13-14

La lutte de classes

SOMMAIRE: Nos tâches (Editorial). —

Résolution sur le conflit sino-russe.

— Coup d'œil sur le mouvement ouvrier anglais. Louzon et le travailisme (P. Sizoff). —

Résolution secrète contre Boukharine. — Réponses à notre enquête. —

Vers un nouveau congrès d'Amiens ? (A. Ariat).

Le numéro 2 francs. Abonnement un

an 20 fr., six mois 10 francs.

45, boulevard de la Villette, PARIS-X^e

Une autre déviation : l'escroquerie L'affaire de la "Revue Marxiste"

L'Humanité du 24 octobre a appris au public l'exclusion du parti de trois collaborateurs de la « Revue Marxiste », Morhange, Mesnil et Yankel. Deux d'entre eux font partie du comité de direction. Ce sont Morhange et Mesnil. Mesnil est en outre secrétaire de la rédaction. Les motifs d'exclusions allégués par la Commission de contrôle sont de deux sortes : 1° « dilapidation de sommes destinées à la propagande communiste » ; 2° n'avoir pas suivi « une ligne politique juste ».

Puisque l'Humanité est si réticente, nous précisons ce dont il s'agit. Il n'y a pas, et il n'y a jamais eu la moindre divergence politique entre les points de vue de la « Revue Marxiste » et ceux du Parti. La « Revue Marxiste » était dirigée effectivement par Rappoport, qui a montré depuis plusieurs années une servilité absolue vis-à-vis de la direction du parti. Un simple coup d'œil sur la revue montrait qu'à part les inédits de Marx et d'Engels communiqués par Riazanov, les articles n'étaient qu'une doubleure des fantomatiques « Cahiers du Bolchevisme ». La *Lutte de classes* avait eu l'occasion de montrer que la rédaction, suivant en cela les bonnes méthodes de Staline et de Yaroslavsky, avait tronqué des textes de Lénine où celui-ci parlait avantagement de Trotsky. On avait donc affaire à une bande d'escrocs de la politique. Les événements récents nous montrent que ce sont aussi des escrocs tout court. La « Revue Marxiste » avait monté une librairie, des Editions, publiait une « Revue de Psychologie concrète » (sic!) qui n'avait rien de marxiste, en un mot, avait groupé une série d'entreprises qui bénéficiaient de l'appui et de la publicité de l'Humanité et du parti. Or toute cette belle entreprise est par terre parce que des sommes énormes, environ 200.000 francs, ont été dilapidées au jeu de la roulette. Nous n'inventons rien. Le comité directeur de la « Revue Marxiste » en porte tout entier la responsabilité. Morhange est directement responsable, mais Rappoport ne l'est pas moins, car c'est lui le premier administrateur de la Société. C'est d'ailleurs lui qui, étant depuis longtemps au courant de l'affaire, a « donné » ses petits amis au secrétaire du parti, espérant se tirer à temps d'une affaire malpropre.

Il n'y a donc là qu'une vulgaire histoire d'argent, une escroquerie vis-à-vis du parti, au contrôle duquel était théoriquement soumise la revue. Mais nous ajouterons que les escroqueries de ces jeunes « marxistes » à la gomme (on chercherait vainement un seul article ou étude marxiste du nommé Morhange) ne sont pas les seules dont on se rende coupable dans les cadres du parti. Un de nos mots d'ordre est la réduction immédiate, de dix ou vingt fois, des crédits alloués par l'I.C. au parti pour entretenir ses fonctionnaires et son appareil. Nous voulons que le parti retrouve en dévouements ce qu'il perdrait en services payés. Car dans ce domaine aussi, sont « dilapidées des sommes destinées à la propagande communiste », comme le disait si bien, sans le vouloir, l'Humanité.

Les difficultés du communisme municipal

Le Dispensaire de Clichy

Notre correspondant de Clichy, dont nous avons publié une première lettre dans notre numéro 6 (18 octobre 1929), nous adresse une nouvelle communication que nous reproduisons ci-dessous :

Il y a de nombreux enseignements à tirer des incidents de Clichy d'une part parce que ces incidents soulèvent les questions difficiles des gestions municipales et d'autre part parce qu'on peut prévoir que les mêmes incidents se reproduiront bientôt dans d'autres municipalités et qu'il faudra prendre position. Il est donc utile de suivre cela de près.

A propos de Clichy, il y a vraiment lieu de se demander quelle est la valeur révolutionnaire des gestions municipales. Où et quels sont les avantages ? Où et quels sont les inconvénients ? Ceux-ci compensent-ils suffisamment ceux-là ? Y a-t-il un rendement réel de l'effort fourni ?

Prenons par exemple le Dispensaire de Clichy. Cet organisme comprend un dispensaire proprement dit (consultations de médecine générale et de spécialités, Radio, rayons ultra-violet, pansements, etc.) et un « service social » qui est une formule plus moderne et un élargissement de l'assistance de la société aux pauvres dans les limites (scandaleusement insuffisantes, est-il besoin de le dire ?) permises par les lois bourgeoises.

Un tel organisme institue de multiples et permanents contacts entre une municipalité et la population et l'on comprend tout de suite qu'il y aura là matière à nombreux « services à titre personnel », à nombreuses petites « combines ». En outre, il faut dans de telles circonstances apporter un soin particulier à la conduite à suivre pour détruire d'une part la puissance corruptrice des organismes similaires bourgeois (œuvres privées, laïques ou religieuses, caisses de compensations, etc.) et d'autre part pour veiller à ce que les réalisations faites profitent bien à la classe ouvrière tout en émoussant le moins possible sa combativité et sa conscience de classe. C'est donc là un travail délicat et difficile qui néces-

sité une « ligne » juste tout au moins en matière de gestion municipale.

Et c'est là l'origine du conflit de Clichy. D'un côté ceux qui y ont vu simplement prétexte à clientèle électorale. De l'autre côté ceux qui voulaient y appliquer une « ligne » de classe tout au moins. Par-dessus le tout l'ambition démesurée d'un Naile et toute la cuisine qu'elle entraîne derrière elle. En accord avec ces ambitions un bon petit programme démagogique et électoraliste.

Le Dispensaire fut fondé il y a un peu moins d'un an. Ne parlons pas ici de ses graves défauts techniques. C'est une autre question. Première mesure démagogique : il fut ouvert gratuitement à tous, riches ou pauvres, au lieu d'être réservé à ceux devant bénéficier de l'assistance. Certaines consultations eurent lieu jusqu'à 20 heures, puis furent ramenées à 19 heures et on parla de les restreindre jusqu'à 18 heures. Le but de cette manœuvre démagogique était surtout de mettre en vedette Naile, son décoratif animateur le Dr Ichok et les suiveurs intéressés (Paymal ou autres). A la suite de multiples conflits qui écartèrent quelque temps Naile de la direction du Dispensaire, des incidents que l'on connaît eurent lieu. (A noter en passant les procédés répugnants de cette bande : une assistance sociale, Mlle N... contre qui on ne pouvait trouver aucun grief d'ordre professionnel, fut honteusement congédiée parce que très liée avec un ennemi politique, camarade cependant... qu'on voulait atteindre par tous les moyens y compris par les plus misérables ragots).

Dans ces conditions, on peut poser catégoriquement la question : Quelle peut être la valeur révolutionnaire de semblables réalisations lorsqu'elles n'ont pour résultat que de servir quelques ambitieux arrivistes ?

Enfin il n'est pas douteux que si la plupart de ces dits ambitieux vont se réfugier chez les S.F.I.O. pour continuer leur brillante carrière, d'autres estimeront plus avisé de prendre figure d'« oppositionnels ». Il y a là un danger. Il faut se garder du contact de tels individus. Moins que jamais il faut sacrifier la qualité à la quantité. — W. W.

Autour de l'exclusion de Laporte et de Lauze

Mardi dernier le parti communiste avait organisé une grande réunion au théâtre municipal de Saint-Denis dans le but de faire approuver par les travailleurs de cette cité les sanctions prises contre les conseillers généraux communistes du canton : Laporte et Lauze, lesquels s'étaient, en compagnie de conseillers « social-fascistes » et réactionnaires rendus en Hongrie étudier les réalisations municipales du régime de Horthy.

Des affiches indiquaient qu'après les orateurs du parti, Villauré, maire de Saint-Denis, devait prendre la parole.

Or, au dernier moment, ce dernier par un appel affiché sur les murs de la ville refusa de s'associer à la « sale besogne qu'on lui imposait » et il démissionnait du parti. On peut imaginer la sensation que provoqua cet événement imprévu et, mardi, plus de deux mille ouvriers se pressaient dans la salle du meeting.

Tout d'abord l'orateur du neuvième rayon prit la parole sur le thème bien connu : à l'heure où la bourgeoisie prépare la guerre avec sa rationalisation, elle accentue sa répression et les faux communistes, les « capitulards », prennent peur et quit-

tent le parti. A vrai dire ce couplet récité péniblement n'impressionna que faiblement les ouvriers présents, mais lorsque Lauze et ensuite Laporte convoqués pour « s'expliquer » abordèrent la tribune, ce fut un formidable concert de cris divers, de coups de sifflets qui saluèrent leur apparition. Mais ils purent tout de même parler. Après des rappels sentimentaux sur leur action passée, ils indiquèrent à propos du fameux voyage de Hongrie, que Lauze, notamment, avaient été auparavant en Allemagne, avec l'autorisation du parti et que s'ils avaient su ce qui arriverait à l'issue de ce voyage ils se seraient bien gardés de le faire.

Ensuite une dizaine de délégués virent, l'un après l'autre, lire des ordres du jour, flétrissant l'attitude des exclus.

Enfin, Florimond Bonte, répéta ce qu'il écrivait chaque jour dans l'Humanité contre les « social-fascistes » et les « capitulards » du parti.

En conclusion, pas une seule fois on ne posa sur son véritable terrain le cas de Lauze et de Laporte, pas une seule fois on ne mit en cause le régime intérieur du parti qui permet à tous les social-démocrates d'y rester et de profiter des mandats de toutes sortes, l'essentiel étant qu'ils acceptent en paroles, les mesures dites de gauche. La réunion de Saint-Denis a montré que les auditoires ouvriers n'acceptaient plus à l'unanimité, comme auparavant, les explications des chefs du parti.

LA VÉRITÉ

Hebdomadaire

de l'Opposition communiste

45, Boulevard de la Villette, Paris X^e

Abonnement : 6 mois 13 fr.

1 an 25 fr.

Chèque postal : P. Frank 136.855

Paris.

Adresser tout ce qui concerne l'administration à P. Frank.

Tout ce qui concerne la rédaction, à A. Rosmer.

Discussions

Syndicalisme et Communisme

La question syndicale apparaît comme l'une des plus importantes pour le mouvement ouvrier et, par conséquent, pour l'opposition. Sans position précise dans la question syndicale, l'opposition ne saurait avoir une influence réelle sur la classe ouvrière. C'est pourquoi je considère comme nécessaire de soumettre ici, à la discussion, quelques considérations sur la question syndicale.

Le parti et les syndicats.

1. — Le parti communiste apparaît comme l'arme fondamentale de l'action révolutionnaire du prolétariat, l'organisation de combat de son avant-garde, qui doit se hisser au rôle de guide de la classe ouvrière dans toutes les sphères de sa lutte et par conséquent dans le domaine syndical.

2. — Celui qui, par principe, oppose l'autonomie syndicale à la direction du parti communiste, oppose de ce fait — qu'il le veuille ou non — les couches prolétariennes les plus retardataires à l'avant-garde de la classe ouvrière, la lutte pour les revendications immédiates à la lutte pour la libération totale des travailleurs, le réformisme au communisme, l'opportunisme au marxisme révolutionnaire.

Syndicalisme révolutionnaire et communisme

3. — Le syndicalisme d'avant-guerre, à l'époque enthousiaste de son épanouissement, en luttant pour l'autonomie syndicale, luttait en fait pour son affranchissement du gouvernement bourgeois et de ses partis, parmi lesquels le parti socialiste parlementaire. Ce fut la lutte contre l'opportunisme — pour les méthodes révolutionnaires. De plus, le syndicalisme révolutionnaire ne faisait pas de l'autonomie des organisations de masses un fétiche. Au contraire, il comprenait et prêchait le rôle dirigeant de la minorité révolutionnaire à l'égard des organisations de masses, lesquelles reflétaient la classe ouvrière avec toutes ses contradictions, ses faiblesses, ses aspects retardataires.

4. — La théorie de la minorité agissante fut, en vérité, une théorie inachevée de parti prolétarien. Le syndicalisme révolutionnaire fut dans toute sa pratique, un embryon de parti révolutionnaire, contrairement à l'opportunisme qui n'était qu'une caricature du communisme révolutionnaire.

5. — La faiblesse de l'anarcho-syndicalisme, même dans sa période classique, fut l'absence de base théorique et, par suite, une mauvaise compréhension de la nature du gouvernement et de son rôle dans la lutte de classes ; compréhension incomplète et par conséquent fautive du rôle de la minorité révolutionnaire, par exemple, le parti. De là les fautes de tactique, comme le fétichisme de la grève générale, l'incompréhension de la liaison nécessaire entre l'insurrection et la prise du pouvoir, etc.

6. — Après la guerre, le syndicalisme français a trouvé non seulement sa critique, mais encore son développement et son achèvement dans le communisme. Tenter de ressusciter le syndicalisme révolutionnaire, serait tenter de faire revenir l'histoire en arrière. Pour le mouvement ouvrier, ces tentatives ne peuvent avoir qu'une signification réactionnaire.

Les épigones du syndicalisme

7. — Les épigones du syndicalisme transforment (en paroles) l'indépendance des organisations syndicales vis-à-vis de la bourgeoisie et des socialistes réformistes, en indépendance en général, en indépendance absolue à l'égard de tous les partis, du parti communiste y compris.

8. — Dans sa période d'épanouissement, le syndicalisme se considérait comme avant-garde, et luttait pour la direction de la minorité d'avant-garde par rapport aux mas-

ses arriérées, les épigones du syndicalisme luttent à présent contre les prétentions identiques de l'avant-garde communiste, essayant, quoique sans succès, de s'appuyer sur le manque de développement et les préjugés des couches les plus arriérées de la classe ouvrière.

8. — L'affranchissement de l'influence de la bourgeoisie ne peut être un état passif. Il ne peut s'exprimer que par des actes politiques, par exemple : par la lutte contre la bourgeoisie. Cette lutte doit s'inspirer d'un programme précis, qui, pour son exécution, nécessite de l'organisation et de la tactique. C'est l'union du programme, de l'organisation et de la tactique qui fait le parti. De cette manière, la véritable indépendance du prolétariat par rapport au gouvernement bourgeois ne peut être réalisée que si le prolétariat mène sa lutte sous la direction d'un parti révolutionnaire et non opportuniste.

9. — Les épigones du syndicalisme tentent de faire croire que les syndicats se suffisent à eux-mêmes. Théoriquement cela ne veut rien dire, mais en pratique cela signifie la dissolution de l'avant-garde révolutionnaire dans les masses arriérées, ainsi que le montre le trade-unionisme.

C'est en englobant les larges masses que les syndicats remplissent le mieux leur mission. Un parti prolétarien ne mérite ce nom que s'il est idéologiquement homogène, lié par l'unité d'action et d'organisation. Représenter les syndicats comme pouvant se suffire à eux-mêmes, comme si le prolétariat avait déjà atteint sa « majorité », c'est flatter le prolétariat, c'est en vérité le montrer autre qu'il n'est et ne peut être sous le capitalisme, qui tient d'énormes masses d'ouvriers dans un état arriéré d'ignorance, ne laissant qu'à l'avant-garde du prolétariat la possibilité de se frayer un passage à travers toutes les difficultés jusqu'à la claire compréhension des tâches de sa classe entière.

L'autonomie réelle des syndicats n'est pas atteinte par la direction du parti

10. — L'autonomie réelle, pratique et non métaphysique de l'organisation syndicale n'est pas au moindre degré troublée et n'est pas diminuée par la lutte du parti communiste pour l'influence. Chaque membre du syndicat a le droit de voter comme il le croit nécessaire, et d'être celui qui lui semble le plus aigne. Les communistes possèdent ce droit au même titre que les autres.

La conquête de la majorité par les communistes dans les organismes dirigeants se passe justement d'après les principes de l'autonomie, par exemple l'administration propre des syndicats. D'un autre côté, aucun statut syndical ne peut empêcher ou défendre au parti d'appeler le secrétaire général de la confédération générale du travail à son comité central, car on se trouve ici entièrement dans le domaine de l'autonomie du parti.

11. — Dans les syndicats, les communistes se soumettent naturellement à la discipline du parti, quels que soient les postes qu'ils occupent. Ceci n'exclut pas, mais suppose leur soumission à la discipline syndicale. En d'autres termes, le parti ne leur impose aucune ligne de conduite qui contredise l'état d'esprit ou les opinions de la majorité des membres des syndicats. Dans des cas tout à fait exceptionnels, lorsque le parti considère comme impossible la soumission de ses membres à quelque décision réactionnaire du syndicat, il indique ouvertement à ses membres les conséquences qui en découlent — quand il s'agit par exemple de mesures édictées contre les communistes concernant les postes syndicaux, les exclusions, etc.

Avec des formules juridiques — et l'autonomie est une formule purement juridi-

que — dans ces questions on ne peut aboutir à rien. Il faut poser la question au fond, dans la réalité concrète de la politique syndicale. A une politique fautive il faut opposer une politique juste.

Le caractère de la direction du parti dépend des conditions particulières

12. — Le caractère de la direction du parti, ses méthodes et ses formes peuvent différer profondément selon les conditions générales d'un pays donné ou selon la période de son développement.

Dans les pays capitalistes, où le parti communiste ne possède aucun moyen de contrainte, il ne peut évidemment gagner la direction que par les communistes se trouvant dans les syndicats en qualité de membres du rang ou de fonctionnaires.

Le nombre des communistes aux postes dirigeants des syndicats n'apparaît que comme un des moyens de mesurer l'influence du parti dans les syndicats. Le plus important facteur d'évaluation est le pourcentage des communistes du rang par rapport à la masse entière des syndiqués. Mais de principal critérium est l'influence générale du parti sur la classe ouvrière, qui se mesure par le tirage de la presse communiste, la fréquentation des réunions du parti, le nombre de voix aux élections et, ce qui est particulièrement important, le nombre des ouvriers et ouvrières qui répondent activement aux appels à la lutte du parti.

13. — Il est clair que l'influence générale du parti communiste, et en particulier dans les syndicats, augmentera d'autant plus que la situation deviendra révolutionnaire.

Ces conditions permettent d'apprécier le degré et la forme de la véritable, réelle et non métaphysique autonomie des syndicats. Dans les années de « paix », lorsque les formes les plus combattives de l'action syndicale sont les grèves corporatives isolées, la part directe du parti dans l'action syndicale recule au second plan. D'après la règle générale, le parti ne prend pas de décision concernant chaque grève isolée. Il aide le syndicat à résoudre la question de savoir si la grève est opportune et bien engagée au moyen de son information économique et politique et par ses conseils. Il sert la grève par son agitation, etc. La première place dans les grèves appartient naturellement au syndicat.

La situation change radicalement quand le mouvement s'élève à la grève générale et plus encore à la lutte directe pour le pouvoir. Dans ces conditions, le rôle dirigeant du parti devient tout à fait direct et immédiat. Les syndicats — naturellement pas ceux qui passent de l'autre côté de la barricade — deviennent les appareils d'organisation du parti, qui à la face de toute la classe, s'avance comme guide de la révolution, en assumant l'entière responsabilité.

Dans le champ qui s'étend entre la grève corporative isolée et l'insurrection révolutionnaire de la classe, se répartissent toutes les formes possibles de relations réciproques entre le parti et les syndicats, les différents degrés de direction directe et immédiate, etc.

Mais dans toutes conditions le parti tend à conquérir la direction générale, en s'appuyant sur l'autonomie réelle des syndicats, qui, comme organisations, cela va de soi, ne lui sont pas « soumises ».

L'indépendance politique des syndicats est un mythe

14. — Les faits montrent que des syndicats politiquement « indépendants » n'existent nulle part. Il n'y en a jamais eu. L'expérience et la théorie disent qu'il n'y en aura jamais. Aux Etats-Unis, les syndicats sont, par leur appareil, directement reliés aux états-majors de l'industrie et des partis bourgeois. En Angleterre, les trade-unions qui, au temps passé, soutenaient

principalement les Hértaux, constituent à présent la base matérielle du Labour Party. En Allemagne, les syndicats marchent sous le drapeau de la social-démocratie. Dans la République soviétique, leur direction appartient aux bolchéviks. En France, une des organisations syndicales suit les socialistes et l'autre les communistes. En Finlande, les syndicats ne se sont scindés que ces jours derniers, pour aller les uns vers la social-démocratie, les autres vers le communisme. Il en est ainsi partout.

Les théoriciens de « l'indépendance » du mouvement syndical ne se sont pas donné la peine, jusqu'à présent, de penser à cette question : pourquoi non seulement leur mot d'ordre ne se rapproche nulle part de sa réalisation dans la pratique, mais, au contraire, pourquoi la dépendance des syndicats à la direction d'un parti devient partout, sans exception, de plus en plus évidente et ouverte ? Cependant, ceci répond tout à fait au caractère de l'époque impérialiste, qui met à nu toutes les relations de classe et qui, au sein même du prolétariat, accentue les contradictions entre son aristocratie et ses couches les plus exploitées.

La Ligue syndicaliste, embryon de parti

15. — L'expression la plus récente du syndicalisme aujourd'hui dépassé est la Ligue syndicaliste. Par tous ses traits, elle apparaît comme une organisation politique qui tend à subordonner le mouvement syndical à son influence. De fait, la Ligue recrute ses membres non pas d'après le principe syndical, mais d'après le principe des groupements politiques : elle a sa plate-forme, sinon son programme, et elle la défend dans ses publications ; elle a sa propre discipline intérieure au sein du mouvement syndical. Dans les congrès confédéraux, ses partisans agissent comme fraction politique au même titre que la fraction communiste. Si nous ne nous perdons pas dans les mots, la tendance de la Ligue syndicaliste aboutit à la lutte pour libérer les deux confédérations de la direction des socialistes et des communistes, et les unir sous la direction du groupe Monatte.

La Ligue n'agit pas ouvertement au nom du droit et de la nécessité, pour la minorité d'avant-garde, de lutter pour étendre son influence sur les masses les plus arriérées ; elle se présente masquée par ce que l'on appelle « autonomie » syndicale. A ce point de vue, la Ligue se rapproche du parti socialiste qui, lui aussi, réalise sa direction sous le couvert des mots : « indépendance du mouvement syndical ». Le parti communiste, au contraire, dit ouvertement à la classe ouvrière : voici mon programme, ma tactique et la politique que je propose aux syndicats.

Le prolétariat ne doit jamais rien croire aveuglément. Il doit juger chaque parti et chaque organisation par leur travail. Mais les ouvriers ne doivent s'adresser qu'avec une double et triple méfiance à ces prétendants à la direction qui agissent incognito, sous le masque, et qui font croire au prolétariat qu'il n'a, en général, pas besoin de direction.

Le prolétariat ne réclame pas « l'autonomie » des syndicats, mais une direction juste.

16. — Il ne faut pas nier le droit d'un parti politique à lutter pour gagner les syndicats à son influence, mais il faut poser cette question : au nom de quel programme et de quelle tactique cette organisation combat-elle ? De ce point de vue, la Ligue syndicaliste ne donne pas les garanties nécessaires. Son programme est extrêmement vague, ainsi que sa tactique. Dans ses appréciations politiques, elle n'agit que d'après les circonstances. Admettant la révolution prolétarienne et même la dictature du prolétariat, elle ignore le parti et lutte contre la direction communiste, sans laquelle la révolution prolétarienne risquerait fort de rester une phrase vide de sens.

17. — L'idéologie de l'indépendance syndicale n'a rien de commun avec les idées et les sentiments du prolétariat en tant que classe. Si le parti est par sa direction capable d'assurer une politique juste, clair-

voyante et ferme dans les syndicats, pas un ouvrier n'aura l'idée de s'insurger contre la direction du parti. L'expérience historique des bolchéviks l'a prouvé.

Ceci est juste aussi pour la France, où les communistes ont recueilli, aux élections, 1.200.000 voix, alors que la C.G.T.U. ne réunit que le quart ou le tiers de ce nombre. Il est clair que le mot d'ordre abstrait de l'autonomie ne peut permettre de toucher les masses. Bien autre chose est la bureaucratie syndicale. Celle-ci voit non seulement une concurrence professionnelle dans la bureaucratie du parti, mais encore elle tend à se rendre indépendante du contrôle de l'avant-garde du prolétariat. Le mot d'ordre de l'indépendance est, par son fond même, un mot d'ordre bureaucratique et non de classe.

Le fétiche de l'unité syndicale

18. — Après le fétiche « indépendance », la Ligue syndicaliste transforme de même en fétiche la question de l'unité syndicale.

Il va sans dire, que le maintien de l'unité de l'organisation syndicale a d'énormes avantages, tant au point de vue des tâches quotidiennes du prolétariat que du point de vue de la lutte du parti communiste pour étendre son influence sur les masses. Mais les faits prouvent que dès les premiers succès de l'aile révolutionnaire dans les syndicats, les opportunistes se placent délibérément sur la voie de la scission. Les rapports pacifiques avec la bourgeoisie leur sont plus chers que l'unité du prolétariat. C'est le résultat certain de l'expérience d'après guerre.

Nous sommes, nous communistes, de toute manière intéressés à prouver aux ouvriers que la responsabilité de la scission des organisations syndicales retombe entièrement sur la social-démocratie. Mais il ne s'ensuit pas du tout que la formule vide de l'unité soit plus importante pour nous que les tâches révolutionnaires de la classe ouvrière.

19. — Huit ans se sont écoulés depuis la scission syndicale en France. Pendant ce temps, ces deux organisations se sont âprement combattues comme deux partis politiques mortellement ennemis. Dans ces conditions, penser pouvoir unifier le mouvement syndical par le simple prêche de l'unité serait se nourrir d'illusions. Déclarer que, sans unification préalable des deux organisations syndicales, non seulement la révolution prolétarienne est impossible mais même une lutte de classe assez sérieuse, cela signifie faire dépendre l'avenir de la révolution de la clique corrompue des réformistes syndicaux.

En fait, l'avenir de la révolution ne dépend pas de la fusion de deux appareils syndicaux, mais de l'unification de la majorité de la classe ouvrière autour des mots d'ordre révolutionnaires et des méthodes révolutionnaires de lutte.

A présent l'unification de la classe ouvrière n'est possible qu'en luttant contre les agents de la collaboration des classes qui se trouvent non seulement dans les partis politiques, mais aussi dans les syndicats.

20. — La véritable voie menant à l'unité du prolétariat se trouve dans le développement, le redressement, l'élargissement, la consolidation de la C.G.T. révolutionnaire, et dans l'affaiblissement de la C.G.T. réformiste.

Il n'est pas exclu, mais au contraire très vraisemblable, qu'à l'époque de sa révolution, le prolétariat français entrera dans la lutte avec deux confédérations ; derrière l'une se trouveront les masses et derrière l'autre l'aristocratie ouvrière et la bureaucratie.

Le caractère de l'opposition syndicale

21. — La nouvelle opposition syndicale ne veut visiblement pas s'engager dans la voie du syndicalisme. En même temps elle rompt avec le parti, — non pas avec une certaine politique ni avec une certaine direction, mais avec le parti en général. Cela veut dire tout simplement, qu'idéologiquement elle se désarme définitivement et qu'elle recule sur les positions du corporatisme ou du trade-unionisme.

22. — L'opposition syndicale se montre

satisfaite de sa diversité. Mais elle se caractérise par des traits communs qui ne la rapprochent pas de l'opposition communiste de gauche, mais au contraire, l'en éloignent et l'y opposent.

L'opposition syndicale ne lutte pas contre les ailes irréflectées et les méthodes erronées de la direction communiste, mais contre l'influence du communisme sur la classe ouvrière.

L'opposition syndicale ne lutte pas contre l'appréciation ultra-gauche d'une situation donnée et le rythme de son développement, mais agit, en vérité, à l'encontre des perspectives révolutionnaires en général.

L'opposition syndicale ne lutte pas contre les méthodes caricaturales d'antimilitarisme, mais met en avant l'orientation pacifiste. En d'autres termes, l'opposition syndicale se développe manifestement selon l'esprit réformiste.

23. — Tout à fait fausses sont les affirmations que, durant ces dernières années — contrairement à ce qui s'est passé en Allemagne, en Tchécoslovaquie et dans d'autres pays — il ne s'est pas formé en France de groupement de droite dans le camp révolutionnaire. Le point capital est que, s'éloignant de la politique révolutionnaire du communisme, l'opposition de droite, en France, conformément aux traditions du mouvement ouvrier français, a pris le caractère syndical, masquant ainsi sa physionomie politique. Au fond, la majorité de l'opposition syndicale représente l'aile droite, de même que le groupe Brandler en Allemagne, les syndiqués tchèques qui, après la scission, ont pris une position nettement réformiste, etc.

La politique du parti communiste

24. — On peut tenter d'objecter que toutes les considérations précédentes ne sauraient être justes qu'à la condition que le parti ait une politique communiste juste. Mais cette objection n'est pas fondée. La question des relations entre le parti, qui représente le prolétariat tel qu'il doit être, et les syndicats, qui représentent le prolétariat tel qu'il est, apparaît comme la question la plus fondamentale du marxisme révolutionnaire. Ce serait un véritable suicide que de repousser la seule réponse possible à cette question, uniquement parce que le parti communiste, pour des raisons objectives et subjectives dont nous avons parlé plus d'une fois, même présentement une politique fautive à l'égard des syndicats, ainsi que dans d'autres domaines. A une politique fautive, il faut opposer une politique juste. Dans ce but, l'opposition de gauche s'est constituée en fraction. Si l'on considère que le parti communiste français se trouve dans son entier dans un état où il n'y a plus ni remède ni espoir — ce que nous ne pensons absolument pas — il faut lui opposer un autre parti. Mais la question de la situation du parti envers la classe ne change pas, de ce fait, d'un iota.

L'opposition communiste considère que : influencer le mouvement syndical, l'aider à trouver sa juste orientation, le renforcer par des mots d'ordre justes, n'est possible qu'au moyen du parti communiste (ou momentanément de la fraction) qui, en dehors de ses autres attributs, apparaît comme le laboratoire central de l'idéologie de la classe ouvrière.

25. — La tâche justement comprise du parti communiste ne consiste pas seulement à gagner de l'influence sur les syndicats, tels qu'ils sont, mais à conquérir, par les syndicats, une influence sur la majorité de la classe ouvrière. Cela n'est possible que si les méthodes employées par le parti dans les syndicats répondent à la nature et aux tâches de ces derniers. La lutte pour l'influence du parti dans les syndicats trouve sa véritablement objective dans le fait que ceux-ci sont, ou ne sont pas prospères, et dans le fait que le nombre de leurs membres augmente, ainsi que leurs relations avec les masses les plus larges. Si le parti n'achète son influence dans les syndicats qu'au prix d'une diminution et d'un fractionnement de ces derniers — les transformant en auxiliaires du parti pour des buts momentanés et les empêchant de devenir de véritables organisations de masses — c'est que les relations entre le

parti et la classe sont fausses. Il n'est pas nécessaire de nous arrêter ici aux causes d'une pareille situation. Nous l'avons déjà fait plus d'une fois et nous le faisons tous les jours. Les variations de la politique communiste officielle reflètent sa tendance aventureuse à s'emparer de la classe ouvrière dans le plus bref délai, au moyen de mises en scène, de camouflages, d'une agitation superficielle, etc.

Le moyen de sortir de cette situation n'est cependant pas dans l'opposition des syndicats au parti (ou à la fraction), mais dans la lutte implacable pour le changement de toute la politique du parti ainsi que de celle des syndicats.

Les tâches de la gauche communiste

26. — L'opposition de gauche doit mettre les questions du mouvement syndical en liaison indissoluble avec les questions de la lutte politique du prolétariat. Elle doit donner une analyse concrète, du stade actuel du développement du mouvement ouvrier français. Elle doit donner une évaluation tant en quantité qu'en qualité, du mouvement de grèves actuel ainsi que de ses perspectives par rapport aux perspectives du développement économique de la France. Inutile de dire qu'elle repousse entièrement la perspective de stabilisation et de pacifisme capitalistes pour une période même de dix années. Elle est issue de l'appréciation de notre époque, comme étant une époque révolutionnaire. Elle émane de la nécessité d'une préparation opportune du prolétariat d'avant-garde en vue des tournants brusques, qui sont non seulement probables mais inévitables. Plus sera ferme et implacable son action contre le paillement soi-disant révolutionnaire de la bureaucratie centriste, contre l'hystérie politique qui ne tient pas compte des conditions, qui confond aujourd'hui avec hier ou avec demain, plus elle doit s'opposer fermement et résolument aux éléments de droite qui reprennent ses critiques et s'en couvrent pour introduire leurs tendances au sein du marxisme révolutionnaire.

27. — De nouvelles délimitations ? De nouvelles polémiques ? De nouvelles scissions ? Ainsi se lamentent les âmes bonnes, mais fatiguées, qui voudraient bien transformer l'opposition en une retraite calme, où l'on puisse tranquillement se reposer des grandes tâches, tout en gardant intacte l'appellation de révolutionnaire « de gauche ». Non ! disons-leur, à ces âmes fatiguées : nous ne suivons certainement pas le même chemin. La vérité n'a jamais encore été une somme d'erreurs. L'organisation révolutionnaire n'a jamais encore été composée de petits groupes conservateurs, tendant surtout à se différencier l'un de l'autre. Il est des époques, où la tendance révolutionnaire se réduit à une petite minorité dans le mouvement ouvrier. Mais ces époques réclament, non des arrangements entre de petits groupes, qui cachent mutuellement leurs erreurs, mais au contraire, une lutte doublement implacable pour une perspective juste et une éducation des cadres dans l'esprit du véritable marxisme. La victoire n'est possible que dans cette voie.

28. — En ce qui concerne personnellement l'auteur de ces lignes, il lui faut convenir que l'idée qu'il se faisait du groupe Monatte au moment où il a été déporté de l'Union soviétique, s'est trouvée trop optimiste et de ce fait fautive. Durant plusieurs années l'auteur n'eut pas la possibilité de suivre l'activité de ce groupe. Il la jugeait d'après de vieux souvenirs. Les divergences se sont montrées en fait, plus profondes et plus aiguës qu'on aurait pu le supposer. Les événements de ces derniers temps ont prouvé sans aucun doute que sans une claire et précise délimitation idéologique de la ligne du syndicalisme, l'opposition communiste en France, n'avancera pas. Les thèses proposées représentent par elles-mêmes le premier pas dans la voie de cette délimitation qui apparaît comme le prélude de la lutte victorieuse contre le bavardage révolutionnaire et l'essence opportuniste des Cachin, Monmousseau et Cie.

L. Trotsky.

14 octobre 1929.

Les Livres

A. VASSART. — Le Mensonge des 40 ans de paix sociale. (Bibliothèque de la C.G.T.U.)

Cette brochure reproduit le texte du discours prononcé au 5^e congrès de la C.G.T.U. par Vassart, en réponse à Chambelland. Chambelland avait affirmé ceci : « Nous pensons que nous sommes dans une période qui va se continuer pendant 20 ans, 30 ans, une période où l'idéologie de l'impérialisme, c'est-à-dire du pacifisme va abuser les masses ouvrières pour les maintenir sous la domination capitaliste. » Tout son discours avait été le développement de cette idée centrale.

Vassart esquissa dans sa riposte l'analyse inverse, en prenant le contre-pied des affirmations de Chambelland. Il démontra que les contradictions impérialistes sont tout à fait mûres, que le capitalisme ne possède plus aucun moyen d'étendre ses débouchés, que les positions sont prises en vue d'une guerre immédiate, que la classe ouvrière est prête à riposter, en un mot que la crise dernière du capitalisme est immédiate, sous forme d'une guerre ou d'un soulèvement des masses travailleuses.

Evidemment, on ne peut pas, à moins de fournir des données économiques tout à fait détaillées et approfondies, affirmer simplement que le capitalisme peut vivre encore 20, 30 ans, pour ne pas dire 40, sans que survienne une crise qui mette à nouveau son existence en jeu. Tout fait penser au contraire qu'un pareil délai suppose une élasticité que la crise chronique du capitalisme dément tous les jours. Enfin, si les impérialismes arborent un masque pacifiste, il ne faut pas se borner à le constater, il faut leur arracher ce masque. Justement, si la classe ouvrière est puissante et unie, elle contribuera, en arrachant les masques et en luttant contre l'impérialisme, à abrégé cette période de 20 et 30 ans.

Mais que nous apprend Vassart sur ce point ? Il dit formellement : « Actuellement, en 1929, les conditions d'une nouvelle guerre internationale sont déjà réalisées. Actuellement, dans tous les pays, il y a un tel besoin de débouchés ; dans toutes les fractions du capitalisme, il y a de telles rivalités pour conquérir de nouveaux marchés, qu'on doit dès maintenant prévoir que cette situation se terminera, non pas par une bataille diplomatique comme à La Haye, mais seulement et prochainement par une bataille militaire, par la guerre. » (p. 26).

Avant de parler d'une façon aussi péremptoire, Vassart devrait se rappeler une chose : C'est que la même affirmation est produite par les chefs officiels du Parti et de la C.G.T.U. depuis 4 ou 5 ans. Or, si la guerre est imminente (ce qui veut dire qu'elle va éclater d'un moment à l'autre), si « les conditions d'une nouvelle guerre internationale sont déjà réalisées » depuis déjà 4 ans et que la guerre n'éclate cependant pas, il ne peut y avoir réellement qu'une cause : c'est que l'Union soviétique est encore un exemple dangereux, et que le prolétariat international n'est pas encore assez brimé et assagi.

Or, il est certain que la crainte de réactions ouvrières, l'espérance de voir l'U.R.S.S. glisser définitivement sur de nouvelles positions de classe, font patienter et réfléchir la bourgeoisie. Mais alors, c'est donc que toutes les conditions ne sont pas remplies pour que la guerre puisse éclater ? On voit ainsi comment les arguments de Vassart se retournent contre lui. Mais complétons ce que nous venons de dire. On ne peut pas affirmer que la « paix » durera 30 ans, mais on ne peut pas non plus affirmer que la guerre est là. Ces deux affirmations sont aussi vaines l'une que l'autre. En réalité, les conditions ne sont jamais toutes (qui pourrait les dénombrer ?) réalisées pour qu'un conflit soit possible. Mais il y a des circonstances où certains équilibres et certaines tensions en sont à tel point qu'il suffit d'une occasion quelconque pour déclencher un conflit armé.

Ce que les communistes doivent faire, c'est surveiller les équilibres et les tensions nouvelles, avec justesse, de façon à pouvoir orienter la classe ouvrière avec précision, en tenant compte des conditions concrètes réalisées, et de celles qui se préparent. Or, à l'heure ac-

tuelle, les positions impérialistes ne sont pas définitivement prises, contrairement à ce qu'affirme Vassart.

Les équilibres se cherchent. La prépondérance mondiale de l'Amérique est l'axe et le moteur de futures combinaisons impérialistes. Plus cette prépondérance s'affirme, plus les autres nations s'agitent, cherchent à s'appuyer et à s'unir. Mais leurs positions sont loin d'être prises. L'attitude de l'Angleterre le prouve : hier Baldwin s'opposait à l'Amérique, aujourd'hui Mac Donald s'humilie devant elle et recherche sa sympathie. Demain Baldwin ou Lloyd George redemanderont leur bras à l'Allemagne ou à la France. Cette période de tâtonnement, accélérée par de nombreux autres facteurs n'est pas encore close. Elle s'accéléra parce que maintenant les conflits engendrés par la guerre de 1914 sont à peu près liquidés.

Et quoiqu'on dise encore Vassart, le plan Young est quand même un instrument de la liquidation des antagonismes issus de la dernière guerre — sur le dos du prolétariat, bien entendu — et par suite c'est aussi pour nous le signe que la porte est ouverte aux nouvelles possibilités de conflit.

Lorsqu'on affirme tous les jours : la guerre est là, on n'a plus qu'à attendre et à crier chaque jour un peu plus fort. Mais en voyant les événements comme nous l'indiquons, on s'oblige à discuter, à élaborer et à affermir un point de vue et une tactique qui soient efficaces dès maintenant, et qui pourront être décisifs demain.

C'est ce que l'opposition fera. — C. B.

Pas de place cette fois pour parler de la Vie du journal, bien que nous ayons beaucoup à en dire. Nous nous sommes trouvés cette semaine complètement embouteillés ; nous avions la copie de deux numéros. Il nous faut encore laisser sur le marbre, n're autres, une très intéressante lettre de Moscou, traitant la question actuelle de l'année de production ininterrompue. Mais nous la donnerons sûrement la semaine prochaine.

Nous constatons une fois encore que nous sommes plus qu'à l'étroit dans nos huit pages et ce nous est une occasion de renouveler l'appel que nous avons déjà adressé aux amis du journal ; il dépend d'eux, de leurs efforts, de l'appui qu'ils nous apporteront, que la présente étape soit rapidement franchie. Notre prochain numéro sera pour une bonne part consacré au douzième anniversaire de la Révolution d'octobre et nous l'illustrerons de photos inédites datant des premières années de la Révolution. Ce sera, nous en sommes sûrs, un bon numéro de propagande pour la Révolution russe et pour le communisme. Il sera bon de lui assurer la plus grande diffusion possible. Quelques camarades le crieront à Paris, aux abords des meetings. Mais ils sont encore trop peu nombreux et demandent du renfort. Que tous ceux qui pourront se charger de vendre ou de distribuer un certain nombre d'exemplaires de ce numéro exceptionnel nous informent sans tarder de façon que nous puissions en régler le tirage.

Deuxième liste de souscriptions

Marthe Bigot, 25 francs ; F. Gérard, 100 francs ; J. Lapière, 25 francs ; P. Naville, 50 francs ; Reyland, 100 francs ; Henry, 100 francs ; J. Despallières, 10 francs ; W. Williams, 25 francs ; Robert Blanc, 5 fr. ; Massart, 10 francs. Total : 450 francs.

Total des deux premières listes : 5.914 fr.

Un de nos amis a le plus pressant besoin de la Grande Révolution, de Kropotkine, épuisée en librairie. Il sera reconnaissant à celui de nos lecteurs qui pourrait soit mettre ce volume à sa disposition soit lui indiquer où il prouerait se le procurer.

IL FAUT LIRE

LA DEFENSE DE L'U.R.S.S.
ET L'OPPOSITION
par L. TROTSKY

1 broch. in-16, 64 pages — 3 francs

Le Gérant : P. FRANK.



Imprimerie SFIC
10, cité Nys, Paris-XI (Métro: 73-26)